

# Informations Rapides

27 décembre 2012 - n°318

Principaux indicateurs



INSEE  
CONJONCTURE

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3<sup>e</sup> trimestre 2012

## À la fin du troisième trimestre 2012, la dette publique s'établit à 1 818,1 milliards d'euros

**Avertissement :** la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.  
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

### La dette publique diminue de 14,5 milliards d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre 2012...

À la fin du troisième trimestre 2012, la dette publique de Maastricht s'établit à 1818,1 Md€, en diminution de 14,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 89,9 %, en diminution de 1,1 point par rapport au trimestre précédent. En revanche, la dette nette progresse de 24,0 Md€.

### ...sous l'effet d'un désendettement des administrations centrales...

La contribution de l'État à la dette publique diminue de 13,8 Md€ au troisième trimestre. L'État réduit son endettement en titres négociables à court terme (-7,6 Md€) et moyen terme (-15,7 Md€) plus qu'il n'accroît son encours de titres négociables à long terme (+7,4 Md€). L'État emprunte à long terme pour le FESF (+0,6 Md€) et les dépôts des correspondants au Trésor augmentent de 1,5 Md€. En parallèle, la trésorerie accumulée au cours du premier semestre 2012 se contracte fortement (-30,7 Md€).

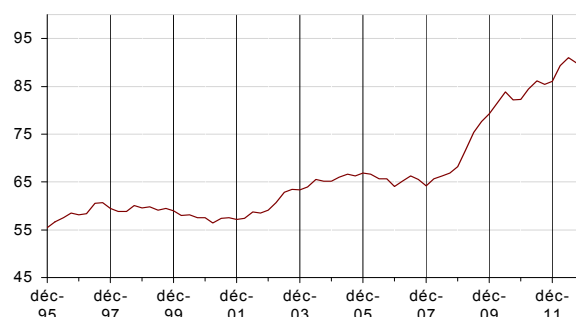
De son côté, la contribution des organismes divers d'administration centrale est stable (+0,1 Md€).

### ...et, plus marginalement, des administrations de sécurité sociale

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette diminue de 1,1 Md€. La Cades se désendette de 8,5 Md€ : elle rembourse des titres et des prêts à court terme respectivement pour 10,9 Md€ et 1,9 Md€ et émet des titres à moyen et long terme pour un montant total de 4,3 Md€. La Cnaf rembourse un prêt court terme de 0,3 Md€. L'Unedic et l'Acoss émettent des billets de trésorerie pour respectivement 4,3 Md€ et 2,5 Md€. Les hôpitaux s'endettent de 0,4 Md€ et la MSA également.

La contribution des administrations publiques locales à la dette publique augmente légèrement (+0,4 Md€), suivant un profil proche de celui observé aux troisième trimestres des années précédentes.

### Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB(\*)



### La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1692,2</b>	<b>1717,0</b>	<b>1789,4</b>	<b>1832,6</b>	<b>1818,1</b>
en point de PIB (*)	85,4%	86,0%	89,3%	91,0%	89,9%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
Etat	1330,0	1335,1	1381,9	1433,2	1419,4
Organismes divers d'adm. Centrale	9,9	10,4	10,0	9,7	9,8
Administrations publiques locales	153,4	166,3	160,9	161,3	161,7
Administrations de sécurité sociale	199,0	205,2	236,6	228,4	227,3
dont, par instrument :					
Dépôts	30,5	30,0	31,5	30,7	32,3
Titres négociables	1457,7	1471,2	1540,1	1571,3	1556,2
<i>court terme</i>	240,2	226,0	236,1	225,6	214,1
<i>long terme</i>	1217,5	1245,1	1304,0	1345,6	1342,1
Crédits	203,9	215,8	217,8	230,6	229,7
<i>court terme</i>	12,7	8,5	10,0	11,8	9,0
<i>long terme</i>	191,2	207,2	207,8	218,8	220,6

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

(\*) voir la note méthodologique simplifiée

## La dette publique nette continue d'augmenter

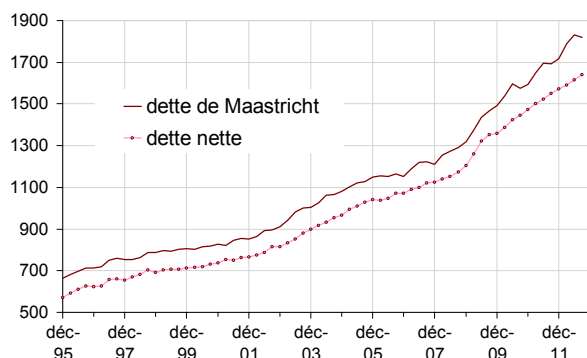
Au troisième trimestre 2012, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 640,2 Md€ (soit 81,1 % du PIB contre 80,3 % au trimestre précédent), en progression de 24,0 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 38,4 Md€ entre cette hausse de la dette nette et la baisse de 14,4 Md€ de la dette brute traduit notamment la forte diminution de la trésorerie de l'État (-30,7 Md€) et des administrations de sécurité sociale (-9,4 Md€). Inversement, les dépôts bancaires des Odac augmentent de 0,3 Md€. Enfin, la détention des actifs hors trésorerie progresse : l'État accorde un prêt de 0,6 Md€ au Portugal dans le cadre du FESF et le FRR acquiert 0,8 Md€ de titres de créances.

## La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1550,1</b>	<b>1572,6</b>	<b>1590,5</b>	<b>1616,2</b>	<b>1640,2</b>
dont :					
Etat	1266,3	1271,0	1287,7	1312,7	1329,1
Org. divers d'adm. centrale	-4,5	-1,7	-2,3	-2,7	-3,0
Adm. publiques locales	143,7	156,6	151,1	151,5	151,9
Adm. de sécurité sociale	144,7	146,6	153,9	154,8	162,2

## Dette au sens de Maastricht et dette nette



## La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM se stabilise

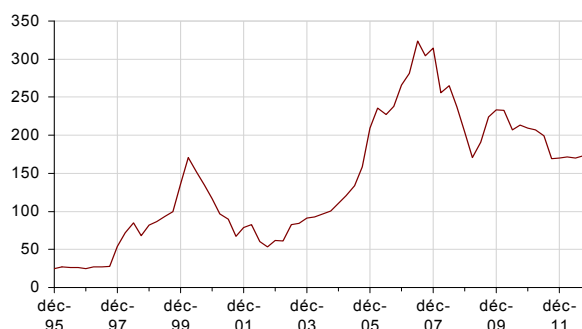
Au troisième trimestre 2012, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 173,2 Md€, en hausse de 3,6 Md€ par rapport au trimestre précédent. La valeur des participations de l'État en actions cotées diminue de 3,0 Md€ en raison de la baisse des valeurs énergétiques. Les détentions des organismes de sécurité sociale en actions cotées et OPCVM augmentent de 6,5 Md€ en raison d'achats et de cessions d'actifs : l'Unedic acquiert 3,9 Md€ d'OPCVM, le FRR achète 2,2 Md€ d'OPCVM et 0,3 Md€ d'actions cotées, tandis que le RSI cède 1,3 Md€ d'OPCVM et achète 0,8 Md€ d'actions cotées.

## Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>169,5</b>	<b>169,7</b>	<b>171,2</b>	<b>169,6</b>	<b>173,2</b>
dont :					
Etat	65,4	59,1	56,2	55,7	52,6
Org. divers d'adm. centrale	23,2	22,2	24,4	23,6	23,8
Adm. publiques locales	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Adm. de sécurité sociale	80,5	87,8	89,9	89,7	96,2

## Actions cotées et OPCVM détenus par les APU



**Remarque :** à la suite de la décision d'Eurostat du 27 janvier 2011, les émissions du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) destinées à financer des prêts aux pays européens sont réintégrés dans les dettes des pays contributeurs à cet organisme. Au troisième trimestre 2012, la France a prêté 0,6 milliard d'euros au Portugal.

### Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method\\_idconj\\_40.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G885](#), [G886](#), [G1310](#),
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 29/03/2013 à 7h30